L'aide du Canada au Liban totalise près de cinq millions de \$

Les 350 000\$ que le Canada a versés, le 25 mars, aux programmes de deux organismes internationaux portent à plus de 4,9 millions \$ l'aide canadienne aux victimes de la guerre civile libanaise depuis 1975.

A Ottawa, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a présenté un chèque de 250 000 \$ au président de la Société canadienne de la Croix-Rouge, M. J.G.M. Clark, pour le Comité international de la Croix-Rouge à Genève (CICR), alors qu'à New York, l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. William Barton, remettait un chèque de 100 000 \$ au secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, pour répondre à son "Appel pour le Liban".

Ces deux montants ont été prélevés sur les fonds de l'Agence canadienne de développement international.

Les dons en espèces faits par le Canada au Liban par l'entremise du CICR ont atteint le cap du million. "Le CICR a été jusqu'ici l'instrument le plus efficace pour prodiguer de façon impartiale les secours d'urgence là où ils ont été le plus nécessaires", a déclaré M. Jamieson.

Outre des dons en espèces s'élevant à 1,1 million \$, le gouvernement canadien a acheminé au Liban depuis 1975 pour plus de 3,6 millions \$ d'aide alimentaire, dont 9 135 tonnes (métriques) de blé, 180 tonnes de boeuf en conserve, 1 353 tonnes d'huile de colza, par l'entremise du Programme alimentaire mondial, et 740 tonnes de poudre de lait distribuées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE).

Les dons de la Société canadienne de la Croix-Rouge, du gouvernement de la Colombie-Britannique et du comité canadien du FISE portent le total à près de 5 millions \$. "Ces contributions traduisent la sympathie des Canadiens pour le sort des hommes, des femmes et des enfants victimes du conflit libanais", a dit M. Jamieson.

Indices des prix à la consommation (février 1977)

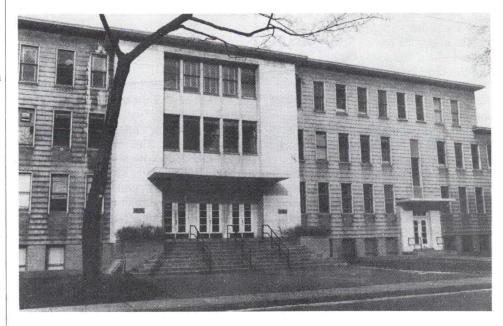
L'indice d'ensemble des prix à la consommation au Canada (1971=100) a progressé de 0,9%, passant de 154,0 en janvier à 155,4% en février. Près des trois cinquièmes de cette hausse plutôt considérable sont imputables à une augmentation de 2,0% de l'indice des aliments; celui-ci a grimpé rapidement pour le deuxième mois consécutif, et ce, après une année de stabilité relative. L'augmentation des frais de logement et du coût de l'habillement a fait monter sensiblement l'indice d'ensemble au cours du mois. L'indice des prix à la consommation s'est accru de 6,7% dans l'ensemble entre février 1976 et février 1977.

L'augmentation de 2,0% de l'indice

des aliments, la plus importante depuis juillet 1975, est surtout imputable à la hausse des prix des fruits, et en particulier des légumes frais, du café, du porc, du pain et des repas pris au restaurant. L'indice des aliments consommés à la maison s'est accru de 2,4% en février, ce qui représente la première augmentation annuelle de cet indice depuis le milieu de 1976.

La majoration des frais de logement, tant en propriété qu'en location, et l'augmentation générale des prix de l'habillement figurent pour une grande partie de la progression de 0,5% de l'indice d'ensemble sans les aliments. Les tarifs d'électricité dans certaines municipalités, ceux des services de coiffure pour hommes et pour femmes, et le prix de la bière en Ontario ont également contribué à cette progression.

Démolition d'un édifice "temporaire" de 33 ans



Le ministre des Travaux publics, a annoncé que le premier des édifices temporaires de Cartier Square, au centre-ville d'Ottawa est en voie de disparition dans le cadre d'un projet de démolition de tous les édifices temporaires d'Ottawa. On avait choisi le terme "temporaire" pour désigner ces bâtiments (15) parce qu'ils étaient entièrement construits en bois, et que leurs fonctions premières étaient liées aux activités de temps de guerre. Les édifices temporaires d'Ottawa totalisent approximativement une superficie de

1,6 million de pi². Quatre de ces quinze édifices ont déjà été démolis.

L'édifice, qui sera démoli, connu sous le nom d'Édifice "B", fut construit pour loger le personnel de l'Aviation en 1942-43, au coût de 559 000 \$. Le dernier groupe de la Défense nationale à occuper ces locaux fut la Direction du personnel.

Les lieux doivent être débarrassés de tout débris d'ici juillet 1977. On prévoit également démolir les deux autres édifices de Cartier Square au cours de l'été.

La Société centrale d'hypothèques et de logement a annoncé qu'il y a eu 273 203 mises en chantier d'habitations au Canada en 1976. Ce résultat dépasse le nombre record de 268 529, atteint en 1973.